

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Deux discours contre-révolutionnaires (Varine). — Lénine et le Parlementarisme (N. Lénine). — Réponse de Paul Lévy à Caussy (Paul Lévy). — Sur le Conseil National Socialiste (Flory).

Correspondance Internationale : Allemagne-Roumanie. — Héros et Martyrs du Communisme : Eugène Léviné (N.). — Dans l'Internationale des Jeunesses (Munzenberg).

Deux discours contre-révolutionnaires

Les discours prononcés par Pressemane et Paul Faure au Congrès de Strasbourg sont publiés en brochure. Nous nous en réjouissons. Encore que le second ait révisé son texte et l'ait purgé des affirmations trop crues qui nuiraient aujourd'hui à sa politique d'équilibre, la thèse contre-révolutionnaire se présente dans les deux discours avec quelque franchise, ce à quoi les reconstructeurs ne nous avaient pas habitués. Pour ménager à une masse des militants dont ils savaient l'irrésistible élan vers la 3^e Internationale, ils ont longtemps masqué leur véritable pensée sous une phraséologie révolutionnaire, et sont ainsi parvenus à grouper une factice majorité de circonstance contre l'adhésion à la 3^e Internationale. S'étant assuré cette majorité, ils ont donné, à Strasbourg, libre cours à leur pensée réformiste et opportuniste. Ils rendent aux communistes le grand service d'opposer une thèse franchement avouée à notre thèse toujours nettement exprimée, et permettent une intéressante confrontation des deux points de vue.

Non pas que la loyauté ait toujours inspiré la dialectique de nos deux « honorables contradicteurs ». On trouve constamment dans leurs paroles cette fâcheuse propension à prêter à leurs adversaires des idées qu'ils déforment jusqu'à l'absurde, — pour pouvoir plus aisément les réfuter. Le procédé n'est pas nouveau, mais il est toujours vilain. Pressemane nous impute « la politique des coups de main, la politique d'action des minorités agissantes » ; il nous dit : « Vous voulez la Révolution sans délai » ; « vous croyez, vous, le moment venu » ; plus loin : « A la faveur de tout cela, dites-vous : c'est l'heure, faisons le coup de force ? » ; plus loin : « ...la révolution romantique à laquelle vous pensez, car pour vous, la Révolution, c'est le geste rapide qu'on

accomplit à quelques-uns... » ; plus loin : « Ah ! vous vous imaginez que, par une sorte de magie, un ordre social nouveau va comme cela se mettre à la place de l'autre... » ; etc. Paul Faure, à son tour, affirme : « ...quand, en France, j'entends des hommes qui veulent laisser à la foule cette illusion que, n'ayant rien ou peu de chose dans leurs doigts, ils peuvent faire la Révolution à tout propos... » ; etc. Tout cela n'est qu'impudent mensonge. Jamais aucun représentant qualifié du Comité de la 3^e Internationale n'a prononcé ces inepties. Nous défions Pressemane et Paul Faure de citer une ligne de nos articles, une phrase de nos discours, qui corroborent leurs imputations. Ils mentent effrontément, cyniquement, rageusement, parce qu'ils sont à bout d'arguments, à court de critiques, et parce leur est d'inventer les théories qu'ils réfutent, dans l'impossibilité où ils sont de réfuter la doctrine de la 3^e Internationale, qui est nôtre.

Nous avons toujours dit, au contraire, que notre action doit être une action de masses, et non celle de minorités agissantes ; que l'avant-garde du prolétariat, car avant-garde il y a, et c'est la fraction communiste, a pour mission d'éduquer et d'entraîner les masses ; que la Révolution ne saurait être accomplie à une minute choisie par les révolutionnaires ; que la Révolution sera une œuvre de longue haleine, exigeant des efforts soutenus, un labeur acharné, que l'ensemble du prolétariat est seul capable de fournir ; et nous ajoutons que la faillite de la bourgeoisie étant actuellement évidente, que le désordre capitaliste atteignant son apogée, que l'anarchie dans la production étant à son comble, l'ère de la Révolution sociale est ouverte ; que l'état des choses dans la société bourgeoise étant révolutionnaire, il faut que la classe exploitée devienne révolu-

lionnaire pour que la Révolution s'accomplisse.

Nous travaillons donc à faire pénétrer les notions révolutionnaires dans cette classe exploitée, révolutionnaire par sa condition économique, mais dont l'inconscience, conséquence de l'oppression qu'elle subit depuis sa formation, est cultivée par les partis politiques bourgeois, et entretenue par les social-réformistes à la Paul Faure. Ceux-ci, en lui assignant le devoir de défendre les intérêts capitalistes en temps de guerre, en lui recommandant l'obéissance et la discipline devant « l'ennemi », en lui faisant croire qu'elle se libérera par le bulletin de vote, en lui cachant la nécessité de l'action directe, de la lutte ouverte contre la classe dominante, en collaborant eux-mêmes avec cette classe au lieu de se dresser contre elle en irréductibles opposants, se révèlent les plus dangereux ennemis de la classe opprimée. Ils discréditent l'idée socialiste en la ravalant au niveau des idées bourgeoises de réformes inopérantes, d'améliorations vaines du sort des prolétaires. Les communistes, par contre, en toutes circonstances, s'efforcent de donner à la classe exploitée la conscience de son intérêt propre, qui se différencie toujours de l'intérêt bourgeois et s'oppose toujours à l'intérêt bourgeois ; ils la préparent ainsi à entrer en pleine possession de sa conscience, de la classe, de la notion de son rôle historique, de sa force, qui lui donneront la capacité révolutionnaire à l'heure où les conjonctures économiques et politiques lui permettront de prendre le pouvoir.

La propagande que les communistes exercent est révolutionnaire, non parce qu'elle préconise, à ce que prétend Pressemane, la révolution « sans délai » (ce qui ne signifie rien), mais parce qu'elle montre aux masses que la révolution est le seul remède à leurs maux et parce qu'elle met en relief, en même temps que les difficultés de la tâche, les possibilités et la nécessité de la réaliser. La propagande des reconstruc-teurs est contre-révolutionnaire, parce qu'elle égare les masses en obnubilant l'idée de classe, parce qu'elle les trompe en ne leur présentant que les difficultés à vaincre les obstacles soi-disant infranchissables, en leur cachant les raisons d'espérer et de réussir, en orientant leur action vers des réformes stériles, en leur dissimulant l'inéluctable nécessité d'une transformation complète du régime politique et économique.

Si nous considérons la partie positive du discours de Pressemane, nous n'y trouvons que fallacieux arguments contre-révolutionnaires. C'est d'abord une analyse critique du développement de la Révolution russe. Cette Révolution, dit Pressemane, a été victorieuse parce que la classe ouvrière russe « n'avait à lutter que contre un capitalisme naissant, qui n'était pas organisé techniquement ». Mais cette classe ouvrière n'était pas organisée d'avantage ; elle ne s'est organisée qu'après la Révolution. Le prolétariat français devra vaincre un Etat capitaliste mieux outillé et armé

que l'Etat russe, cela est vrai ; mais il est organisé alors que le prolétariat russe ne l'était pas. Pressemane dit ensuite que la Révolution a triomphé en Russie « parce qu'à l'origine, elle a été, non pas une Révolution économique, une Révolution sociale, comme serait celle que nous devrions faire triompher dans ce pays ; elle a été tout de suite une révolution politique ». Mais toutes les révolutions, à l'origine, sont politiques. La prise du pouvoir précède toujours la transformation économique. Le prolétariat russe a renversé, en mars, le pouvoir du tsarisme, et en novembre le pouvoir de la bourgeoisie. Le prolétariat français doit renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Ce n'est que quand la classe révolutionnaire est maîtresse du pouvoir qu'elle peut transformer la structure économique d'un pays. Pressemane, visiblement, considère la « démocratie » bourgeoise comme le dernier mot de l'évolution politique. Les communistes sont d'un autre avis : ils entendent combattre politiquement la démocratie bourgeoise et lui substituer la démocratie prolétarienne, c'est-à-dire la dictature du prolétariat ; ils assignent donc à la classe ouvrière une révolution politique, comme tâche préalable à la révolution économique, œuvre de longue durée et de réalisation progressive.

Pressemane trouve encore deux raisons du succès de la Révolution russe : d'abord, « les fautes commises par les ennemis des bolcheviks, la guerre universelle faite contre eux, etc. ; ensuite, « parce que le bolchevisme triomphant a pu donner tout de suite aux paysans ce qu'ils réclamaient : la terre ». Que vaut la première raison ? Il est vrai que, dans une certaine mesure, les agressions des Alliés ont formé en Russie la coalition de toutes les forces révolutionnaires ; mais elles ont aussi ruiné la Russie, saboté ses transports, paralysé le travail productif, arraché aux usines les meilleurs travailleurs, entravé l'application des méthodes communistes. Si la Révolution avait pu se développer librement, si l'œuvre de construction de la société nouvelle avait reçu le concours de tous les efforts consacrés à la défense de la révolution contre les ennemis à l'extérieur, les résultats acquis n'eussent-ils pas rallié au régime des soviets toutes les forces révolutionnaires, plus sûrement que le sentiment impérieux mais passager de la nécessité d'une unité de front contre les attaques impérialistes ? Le travail accompli dans les pires conditions, pendant la guerre civile et la guerre étrangère, malgré le sabotage pratiqué par les « intellectuels », la mauvaise volonté ou l'hostilité ouverte des anti-bolcheviks, malgré les invasions qui ont coupé la Russie centrale des provinces les plus fertiles et les plus riches en matières premières, malgré les dévastations de l'intervention alliée, malgré le chaos où le tsarisme et la guerre avaient plongé la Russie, ne permet-il pas d'augurer de la fécondité de l'expérience communiste ? L'autre raison invoquée par Pressemane n'a pas plus de valeur que la précédente. Il n'est pas

vrai que le bolchevisme ait réalisé « la possession individuelle de la propriété foncière » ; cette propriété est au contraire abolie. L'ar République des soviets a donné aux paysans le droit d'exploitation du sol, mais non le droit de propriété. La terre ne peut être vendue ni hypothéquée : elle est le bien commun de la collectivité. Ce que le bolchevisme n'a pas réalisé, car c'est là une transformation qui ne s'accomplit pas du jour au lendemain, c'est la culture en commun, dont l'ensemble de la paysannerie ne comprendra les bienfaits que peu à peu, à la lumière de l'expérience ; cette expérience, les bolcheviks l'accomplissent dans les communes modèles, dans les coopératives de production agricole, dont le type d'organisation sera contagieux grâce au rendement obtenu, aux avantages réalisés, et à la propagande qui permettra de faire apprécier les résultats. L'esprit de propriété ne peut être aboli par un décret ; mais il est condamné à disparaître dans une société d'institutions communistes, où les monopoles des céréales, du commerce extérieur, des transports, etc., interdisent au paysan de disposer à sa guise des fruits de la production.

On voit qu'il ne reste pas grand-chose des assertions de Pressemane, quand celui-ci veut s'emparer de l'exemple russe pour renforcer sa thèse. Il ajoute, d'ailleurs : « Attendez, attendez quelques mois, attendez quelques années. Nous confronterons alors, et nous verrons si les grands principes qui sont à la base du communisme intégral ont trouvé en Russie leur réalisation ». Les communistes ont toujours dit que la réalisation du communisme intégral serait l'œuvre de plusieurs générations. Si la phrase de Pressemane a un sens, ce ne peut être que celui-ci : on ne doit pas entreprendre la Révolution sans avoir à l'avance la certitude du succès. Or, cette certitude, nul ne peut l'avoir. Par conséquent, ne songeons plus à la Révolution.

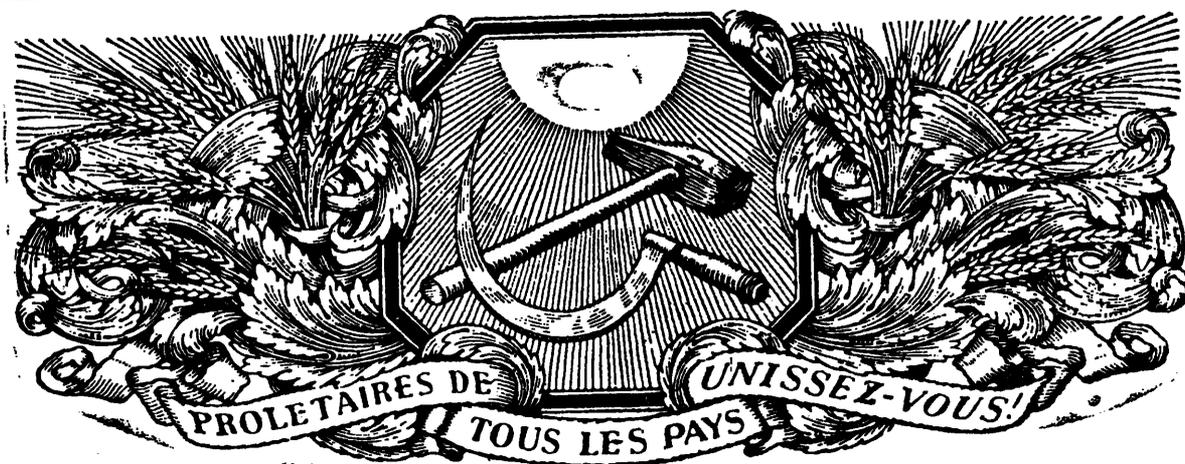
Thèse contre-révolutionnaire par excellence ! Les autres affirmations de Pressemane sont à l'avenant. Nous y retrouvons la vieille idée des mencheviks ; la révolution sociale n'est possible que dans la prospérité du capitalisme, l'abondance de matières premières, la pléthore de marchandises, etc. L'épuisement consécutif à la guerre interdit toute révolution. Mais dans les périodes de richesse et de prospérité, le capitalisme est invulnérable ! Suivant cette conception de Pressemane et des mencheviks, la Révolution est à jamais impossible.

« Au lieu de pousser aux actes de violence et à la Révolution trop rapide, dit Pressemane, laissons aller les choses leur cours normal... Je crains la faillite trop rapide de la bourgeoisie... Je me laisse aller à la crainte que la succession ne s'ouvre trop tôt, c'est-à-dire avant que la classe ouvrière et paysanne soit en état de la recueillir ». Pressemane parle comme si le prolétariat pouvait choisir son heure, sa mi-

nute, à laquelle il lui plairait de succéder à la bourgeoisie. C'est méconnaître tout l'enseignement de l'Histoire. C'est aussi méconnaître toutes les leçons de l'économie politique que parler ainsi : « ...Non pas qu'il me semble que nous devions avoir constamment la préoccupation du mouvement socialiste dans le monde, car je crois que nous devrions songer beaucoup plus à notre action nationale », car l'indépendance des phénomènes économiques mondiaux et l'internationalisation des intérêts ne sont plus sérieusement discutés. Nous ne pouvons discuter, ligne par ligne, toutes les idées de Pressemane, faute de place ; mais tout est de la même force.

Le discours de Paul Faure, inspiré du même esprit, est par contre d'une indigence de pensée qui stupéfie. Voici la thèse résumée : Nous ne pouvons rester dans la 2^e Internationale, parce que les Russes l'ont quittée et que les Allemands en sortent ; nous ne pouvons adhérer à la 3^e Internationale parce que de puissantes Fédérations en France, comme celles du Nord et de la Haute-Vienne sont d'un avis contraire ; conclusion : « Reconstruisons » l'Internationale. C'est le point de vue du parfait opportuniste, qui a les yeux fixés sur le voisin, pour faire comme lui, et est incapable d'agir suivant son idée propre. Par surcroît, il découle d'une vision étroite et fautive ; l'exemple du Nord et de la Haute-Vienne n'a pas plus de valeur que celui de la Seine, du Rhône, des Bouches-du-Rhône ou de la Dordogne, où la majorité est acquise à la 3^e Internationale. Si l'on veut accorder à certaines Fédérations plus d'importance qu'à d'autres, celles des trois plus grandes villes de France, Paris, Lyon, Marseille, devraient servir à Paul Faure de thème pour sa démonstration. Mais même l'exemple dont s'empare Paul Faure est vain ; qu'a-t-il fait, et qu'ont fait ses amis, pour faire prévaloir dans le Nord la motion de la 3^e Internationale ? Frossard reconnaissait franchement que si le Comité de la 3^e Internationale avait pu envoyer un orateur au Congrès du Nord, il eût groupé le tiers des voix en faveur de sa thèse... Que serait-ce, si les reconstruiseurs, au lieu de combattre l'adhésion à l'Internationale Communiste, l'avaient préconisée ? Ce qui est vrai pour le Nord est vrai pour l'ensemble du Parti. Paul Faure et ses pareils, ayant fait de leur mieux pour propager le réformisme, sont mal qualifiés pour nous montrer les fédérations rétrogrades et nous dire : Voyez, elles ne vous suivent pas. Nous continuerons à combattre la propagande néfaste de tous les Paul Faure, sans nous soucier du nombre d'inconscients qui refuseront leur suffrage à l'Internationale Communiste, et avec la seule préoccupation de mettre en lumière les vérités du communisme révolutionnaire. Nous avons confiance dans leur triomphe, car les événements justifient chaque jour la doctrine de la 3^e Internationale.

VARINE.



Lénine et le Parlementarisme

De divers côtés, on a cherché à exploiter, soit en faveur du parlementarisme bourgeois, soit en faveur de l'anti-parlementarisme anarchiste, la pensée de Lénine. La lettre de celui-ci, que nous publions ci-dessous, met toutes choses au point. Lénine ne comprend l'emploi du parlementarisme que suivant la conception du marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire la lutte contre le Parlement et toutes les institutions bourgeoises au sein même du Parlement. Cette méthode, illustrée par Liebknecht en Allemagne, par les délégués bolchevistes à la Douma, par Hoglund en Suède, tout récemment encore par Clara Zetkin au Reichstag, n'a rien de commun avec celle de Paul Faure, Léon Blum, etc., qui est une méthode de repli-trage du parlementarisme bourgeois. A l'origine, la lettre de Sylvia Pankhurst fut publiée sans signature ; mais le Call de Londres ayant reconnu l'auteur la désigna nommément, et elle ne démentit pas.

Cher camarade Lénine,

Je ne cesse de souhaiter une conversation avec vous. Je vois notre mouvement ouvrier anglais ruiné par le parlementarisme et par les conseils municipaux. Des gens veulent être élus. Le plus grand nombre veut élire, et tout travail pour le socialisme est à cette fin remis ; on étouffe la propagande socialiste de peur de perdre des votes. Et les élus gonflés de leur importance ont la plus grande indulgence pour les abus du système capitaliste.

Je sais qu'il est impossible de réveiller l'esprit révolutionnaire chez des gens qui veulent gagner aux élections — tout au moins dans ce pays. La conscience de classe semble disparaître à mesure que s'approchent les élections. Un parti qui obtient des succès électoraux est un parti perdu pour l'action révolutionnaire. Dans ce pays, nous avons, comme vous savez :

(1) Le vieux parti trade-unioniste, qui n'a ni largeur de vue, ni l'idéalisme et n'est pas socialiste ;

(2) L'Independent Labour Party souvent bourgeois, souvent ultra-religieux ;

(3) Le British Socialist Party qui se croit plus avancé que l'I. L. P. mais qui souvent, vaut moins du point de vue du communiste. Ces deux partis pensent trop à gagner aux élections et quand ils y ont obtenu des succès, ils abandonnent presque toujours les ouvriers.

(4) Les industrialistes révolutionnaires, croyant en l'action directe, — élément qui permet les plus grandes espérances ; il y a parmi eux des hommes remarquables, possédant cette inflexibilité qui sera essentielle quand surviendra la révolution, — mais qui quoique manquant souvent de capacité organisatrice en dehors de leur propre sphère d'action, ont cependant de grands esprits et du cœur.

Tous ces éléments ont subi à différents degrés l'influence de la révolution russe. Les officiels du groupe 1 sont alarmés et certains de leurs adhérents ont passé au groupe 4. Au 2, les leaders sont pour le moins choqués et alarmés, certains de leurs adhérents se rapprochent du 4. Au 3 les uns sont timides, les autres se rapprochent du 4. Ce dernier groupe 4 a longtemps chéri l'idée d'organiser la société selon les principes des Soviets, avant même de connaître les Soviets. Il est fortifié par les nouvelles de Russie. Il est surtout composé de simples ouvriers, mineurs ou mécaniciens, quoique ce type appaisasse maintenant dans toutes les industries.

Ce groupe 4 méprise l'action parlementaire : jamais il ne s'alliera à un parti présentant des candidats pour les élections parlementaires ou locales. Les Workers Committees et les shop Stewards doivent être unis à ce groupe 4, quoi qu'ils soient souvent moins avancés.

Il y a aussi le Socialist Labour Party (5), plutôt anti-parlementaire, mais qui, lors des dernières élections, présenta des candidats, perdant ainsi largement la confiance du 4 qui fournissait un grand nombre de ses membres.

(6) La *Workers Socialist federation*, plus petite et plus jeune que les autres composée en grande partie de femmes, ce qui marque son origine, bien que la plupart de ses nouveaux membres soit des hommes ; c'est surtout, plus que les autres, le parti du petit peuple, travaillant aux coins des rues et ayant son quartier général dans l'Est-End. A sa conférence de Whitsuntide il s'est transformé en parti communiste, mais à la demande du camarade R... et de quelques autres, il s'abstient d'user de ce titre tant que tous les efforts n'ont pas été faits pour former un parti communiste unique en fondant les groupes 3, 5, 6 et 7, ce dernier étant la société socialiste du pays de Galles étroitement en harmonie avec le 4. On nous dit que le 4 ne peut pas entrer dans le parti communiste, quoique ses membres puissent y adhérer. Je ne suis pas si certaine que ces groupes ne puissent fusionner.

Mais pourquoi ~~vous~~ écrire tout ceci ? Pour dire qu'à mon avis la question parlementaire met tout en retard. Le 3 et 5 veulent encore présenter des candidats, ce qui déconcerte les éléments 4, 6 et 7.

Je doute que vous conceviez combien dans ce pays la conscience de classe est une plante plus tendre que partout ailleurs et combien les intrigues politiques sont plus fortes et plus subtiles.

Je souhaite que vous parliez de l'action parlementaire. J'ai lu la lettre que vous ont adressée les communistes finlandais. Ce message est nécessaire ici aussi. Je souhaite que vous nous écriviez de manière à hâter nos progrès hors du réformisme. Ce que vous dites fait beaucoup réfléchir les hommes, ceux du moins qui veulent réellement la révolution. Je pense que si vous étiez ici vous diriez : Concentrez les forces sur l'action directe révolutionnaire. Ne touchez pas à la machine politique. Telle est ma pensée. Je crois qu'il n'y a pas de pays où la machine politique soit pour les ouvriers aussi difficile à diriger et soit aussi bien construite pour les circonvenir.

Sincèrement à vous.

Sylvia PANKHURST.

P.-S. — Je tiens à vous faire connaître que la masse des ouvriers d'industrie, dans des proportions de plus en plus sensibles, veut réellement la révolution et n'a besoin que d'être guidée pour l'organiser. Mais nous sommes lents et combien le monde ne doit-il pas à la Russie ! Si vous dites que les conditions déterminantes ont produit le résultat, certes, c'est vrai ; mais votre claire exposition de ce fait ouvre une nouvelle perspective, et nous comprenons en vous lisant qu'une longue propagande a, en Russie, préparé le peuple à tirer parti de ces conditions.

Si nous pouvions seulement unir tous ceux qui croient à la révolution et les faire travailler pour elle au lieu de s'occuper d'élections ! Outre la propagande, il y a l'organisation, et nous sommes à présent des enfants dans une forêt inconnue ou dans une contrée inexplorée. Nous devons explorer chaque région en nous demandant comment nous nous rendrons compte du mouvement favorable. Nous nous y efforcerons, mais vous pourriez concentrer plus de forces dans cette direction si par un discours ou par un article — ce message nous

touchera — vous vouliez bien nous conseiller. Quant à la propagande, oh, l'on dira : nous ne suscitions pas de conflit ; c'est le gouvernement qui le provoque. Comme si c'était une honte de créer des ennemis au capitalisme !



Réponse du Camarade Lénine

28 août 1919.

Chère Camarade,

Je n'ai reçu qu'hier votre lettre du 16 juillet dernier. Je vous suis infiniment reconnaissant pour les renseignements que vous me donnez concernant l'Angleterre et je vais tâcher de satisfaire votre désir en répondant à votre question.

Je ne doute pas que, parmi les représentants du prolétariat, un grand nombre d'ouvriers, les meilleurs, les plus honnêtes, les plus sincèrement révolutionnaires soient ennemis du parlementarisme et adversaires de toute action au parlement. Plus la culture capitaliste et la démocratie bourgeoise sont anciennes dans un pays donné, et plus c'est là un phénomène compréhensible, car la bourgeoisie, dans les vieux pays parlementaires, a remarquablement appris le jeu de l'hypocrisie et connaît mille tours pour tromper le peuple, en présentant le parlementarisme bourgeois comme la « démocratie en général » ou la « démocratie pure », etc., en dissimulant avec habileté les innombrables liens du parlement avec la bourse et les capitalistes, en tirant parti d'une presse vénale, en se servant de toutes les façons de l'argent, puissance du capital.

On ne peut en douter : l'Internationale Communiste et les partis communistes des divers pays commettraient une faute irréparable en repoussant les ouvriers, partisans du pouvoir des Soviets, mais qui ne consentent pas à prendre part à la lutte parlementaire. Si on pose la question d'une façon générale, théoriquement, c'est précisément ce programme, celui de la lutte pour le pouvoir des Soviets, pour la république des Soviets, qui peut et doit unir maintenant, sans conteste, tous les révolutionnaires honnêtes et sincères des milieux ouvriers. Beaucoup d'ouvriers anarchistes deviennent maintenant de sincères partisans du pouvoir des Soviets, ce qui nous prouve qu'ils sont nos meilleurs camarades et amis, qu'ils sont parmi les meilleurs révolutionnaires et ne furent adversaires du marxisme que par malentendu ou, plus exactement, non par malentendu, mais parce que le socialisme officiel, dominant à l'époque de la seconde Internationale (1889-1914) trahit le marxisme, mutila l'enseignement révolutionnaire de Marx en général et son enseignement sur l'expérience de la Commune de Paris (1871) en particulier. Je l'ai exposé dans mon livre *L'Etat et la Révolution* ; je ne m'arrêterai donc plus sur cette question.

Que faire donc si, dans un pays, des communistes convaincus et disposés à se consacrer à l'œuvre révolutionnaire, — des parti-

sans sincères du pouvoir des Soviets (du « système des Soviets », comme on dit quelquefois hors de Russie) — ne parviennent pas à s'unir par suite de leur désaccord sur la question de l'action parlementaire ?

Je considérerais volontiers ce désaccord comme n'ayant pas d'importance essentielle en ce moment, la lutte pour le pouvoir des Soviets étant la lutte politique du prolétariat, dans sa forme la plus haute, la plus consciente, la plus révolutionnaire. Mieux vaut être avec les ouvriers révolutionnaires quand ils se trompent sur une question de détail ou d'importance secondaire, qu'avec les socialistes officiels ou avec les social-démocrates s'ils ne sont pas des révolutionnaires fermes et sincères, s'ils ne savent pas, s'ils ne veulent pas faire dans les masses ouvrières un travail révolutionnaire, mais professent pourtant sur la question donnée des opinions conformes à la bonne tactique.

Or la question parlementaire est maintenant une question de détail, secondaire. *Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht avaient raison, à mon avis, quand ils défendaient, à la Conférence de janvier 1919, à Berlin, contre la majorité, la participation des spartakistes aux élections pour le parlement bourgeois allemand, c'est-à-dire pour l'Assemblée Nationale Constituante.* Mais il va de soi qu'ils eurent raison davantage encore en demeurant avec le Parti Communiste qui commettait une faute secondaire, plutôt que de suivre les représentants droitiers du socialisme, tels que Scheidemann et son Parti, ou les âmes serviles, les doctrinaires, les poltrons, les serviteurs muets de la bourgeoisie, les réformistes en fait, tels que Kautsky, Haase, Däumig et tout ce Parti des « indépendants » allemands.

Je suis personnellement convaincu, que le refus de participer aux élections parlementaires est, chez les ouvriers révolutionnaires anglais, une faute, mais il vaut certes mieux commettre cette faute que de retarder la formation, par tous les éléments sympathisant avec le bolchevisme et sincèrement partisans de la république des Soviets que vous énumérez, d'un puissant parti ouvrier communiste anglais. Si par exemple, il y avait dans le B. S. P. des bolcheviks sincères qui, par suite du désaccord sur la question parlementaire, refusaient de se fonder dans le Parti Communiste avec les groupes 4 — 6 et 7, ces bolcheviks commettraient à mon avis une faute mille fois plus grave que celle qui consiste à refuser de participer aux élections pour le parlement bourgeois anglais. Naturellement, je suppose en disant cela que les groupes 4 — 6 et 7 pris ensemble sont réellement liés à la masse ouvrière et ne représentent pas exclusivement de petits groupes intellectuels, comme cela arrive assez souvent en Angleterre. Sous ce rapport les Workers Committees et les Shop Stewards, qui ont sans doute des liens étroits avec la masse, ont une grande importance.

Le lien ininterrompu avec la masse ouvrière,

l'aptitude à y entretenir une agitation constante, à prendre part à chaque grève, à répondre à toutes les interrogations formulées par la masse, c'est là l'essentiel pour le Parti Communiste, surtout dans un pays tel que l'Angleterre, où jusqu'à présent (comme d'ailleurs dans tous les pays impérialistes) seuls de petits groupes ouvriers, composés de représentants de l'aristocratie ouvrière, pour la plupart complètement et irrémédiablement pourris de réformisme, captifs des préjugés impérialistes et bourgeois, ont pris part au mouvement socialiste et en général au mouvement ouvrier. Sans lutte contre ces éléments, sans destruction totale de leur autorité, sans enracinement au sein de la masse de la conviction de leur absolue corruption bourgeoise, il ne peut être question d'un mouvement ouvrier communiste sérieux.

Ceci se rapporte à la fois à l'Angleterre, à la France, à l'Amérique et à l'Allemagne.

Les ouvriers révolutionnaires qui font du parlementarisme le point de mire de leurs attaques, ont pleinement raison dans la mesure où ils expriment ainsi le rejet de principe du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise. Le pouvoir des Soviets, la République des Soviets, voilà ce que la révolution ouvrière a institué à la place de la démocratie bourgeoise ; voilà la forme de transition du capitalisme au socialisme, la forme de la dictature prolétarienne. Et la critique du parlementarisme est non seulement légitime et nécessaire pour motiver le passage au pouvoir des Soviets, mais elle est absolument juste, en tant que manifestant la conscience du caractère historique conditionnel et borné du parlementarisme, de ses liens avec le capitalisme, de son rôle progressif par rapport aux institutions du moyen âge et réactionnaire par rapport au pouvoir des soviets.

Mais les critiques du parlementarisme en Europe et en Amérique, quand ils appartiennent aux milieux anarchistes et anarchistes-syndicalistes, ont souvent tort quand ils se refusent à toute participation aux élections et à l'activité parlementaire. Nous ne voyons ici qu'une insuffisance d'expérience révolutionnaire. Nous, russes, qui avons traversé au XX^e siècle deux grandes révolutions, nous savons quelle influence il possède en fait pendant les périodes révolutionnaires et surtout pendant la révolution même. Les parlements bourgeois doivent être dissous et remplacés par des institutions soviétistes. On n'en peut douter. On ne peut douter maintenant, après l'expérience de la Russie, de la Hongrie, de l'Allemagne, que cette transformation s'accomplira certainement pendant la révolution prolétarienne. C'est pourquoi il convient d'y préparer systématiquement les masses ouvrières, de les éclairer à l'avance sur les tâches du régime des soviets, et cette propagande et cette agitation pour les soviets constituent pour l'ouvrier qui veut être un révolutionnaire en fait, un devoir indiscutable. Mais nous, Russes, nous avons rempli cette tâche en agissant aussi dans l'arène parlementaire ; dans la misé-

nable douma tsariste, composée de propriétaires, nos représentants ont su faire œuvre révolutionnaire et républicaine. On peut et on doit ainsi faire à l'intérieur même des parlements bourgeois une propagande soviétiste.

Il se peut que ce but ne soit pas facile à atteindre tout de suite, dans tel pays ou dans tel autre, mais c'est là une autre question. Il faut faire tous les efforts nécessaires pour que cette tactique juste soit admise des ouvriers révolutionnaires dans tous les pays. Et si le parti ouvrier est vraiment révolutionnaire, s'il est vraiment ouvrier (c'est-à-dire étroitement lié à la majorité des travailleurs, aux couches inférieures du prolétariat et non uniquement à ses couches superficielles), s'il est vraiment un parti, c'est-à-dire une organisation de l'avant-garde révolutionnaire possédant une forte cohésion, sachant employer tous les moyens pour faire, parmi les masses, œuvre révolutionnaire, — s'il en est ainsi, ce parti saura certainement tenir en mains ses parlementaires, en faire de véritables propagandistes, comme Karl Liebknecht, et non des conducteurs du prolétariat usant des procédés bourgeois, des habitudes bourgeoises, des idées bourgeoises et de l'absence bourgeoise d'idées...

Si l'on ne pouvait atteindre d'un coup ce résultat en Angleterre et si, en outre, l'union des partisans du système des Soviets s'y montrait impossible précisément à cause du désaccord sur la question parlementaire et uniquement à cause de ce désaccord, je considérerais alors comme un pas utile vers l'unité complète la formation de deux partis communistes partisans du passage du parlementarisme bourgeois au gouvernement des Soviets. Que l'un de ces partis participe à l'action parlementaire, que l'autre s'y refuse, ce désaccord est d'ailleurs tellement insignifiant que le plus raisonnable serait de ne pas se diviser pour si peu. Mais l'existence simultanée de deux partis communistes serait un immense progrès par rapport à la situation actuelle et cette dualité ne serait très vraisemblablement appelée à ne durer que pendant une courte période de transition, avant l'unité complète et la prompte victoire du communisme (1).

Le pouvoir soviétiste n'a pas seulement montré en Russie, en s'appuyant sur une expérience de près de deux années, que la dictature du prolétariat était possible même dans un pays agricole, et qu'elle était capable, grâce à la création d'une armée forte (meilleure preuve d'organisation et d'ordre) de se maintenir dans des conditions incroyablement difficiles.

Le pouvoir soviétiste a fait encore davantage : il a déjà moralement triomphé dans le monde entier, car partout la masse ouvrière, bien qu'il ne lui parvienne que des bribes de vérité sur le pouvoir soviétiste, bien qu'elle soit assaillie de milliers et de millions de communications mensongères relatives à ce pouvoir, s'est déjà prononcée pour lui. Le pro-

(1) Une fois de plus, Lénine avait prévu dans ces lignes ce qui s'est passé un an plus tard. Actuellement, en effet, deux partis communistes sont en formation en Angleterre.

létariat du monde entier comprend déjà que ce pouvoir est celui des travailleurs, que seul il libère du capitalisme du joug du capital, de la guerre entre impérialistes et conduit à une paix solide. C'est précisément pour cela que si les impérialistes peuvent remporter des victoires sur des républiques soviétistes isolées, il leur est impossible de vaincre le mouvement soviétiste mondial du prolétariat.

Salutations communistes.

N. LÉNINE.

LE BULLETIN COMMUNISTE

est en vente

- 123, rue Montmartre.
 A la librairie de l'Humanité.
 A la librairie du Journal du Peuple.
 A la librairie du Populaire.
 A la Vie Ouvrière, 96, quai de Jemmapes.
 A l'A.R.A.C., 12, rue Grange-Batelière.
 A la Maison Commune, 49, rue de Bretagne.
 Au kiosque de la Bourse du Travail.
 Et tous les lundis à la 9^e section, 41, faubourg Montmartre.
 A Saint-Ouen, au Comité de la 3^e Internationale.
 A Fontenay-sous-Bois, au Comité de la 3^e Internationale.
 A Montrouge, à la section socialiste.
 A Puteaux, à la librairie Habach, 23, boulevard Richard-Wallace.
 A Levallois, à la librairie, 31, rue Chevallier ; chez Velland, 38, rue de Courcelles ; chez Rigaud, 22, rue de Courcelles.
 A Saint-Denis, chez Bourge, 243, avenue du Président-Wilson.
 A Billancourt, chez Mme veuve Rosset, 100, route de Versailles.
 A Boulogne, chez Mme Plessis, 84, avenue de la Reine.
- EN PROVINCE
- A Bordeaux, à la librairie Montbelley, 4, rue Cursol.
 A Marseille, à la Jeunesse Socialiste (3^e Internationale), 20, Plage.
 A Lyon, au Lyon Communiste, 44, cours Morand.
 A Alger, au journal Demain, 4, rue Négrier.
 A Nantes, à la librairie sociale, 46, quai de la Fosse.
 A Epinal, à l'Union des Syndicats ouvriers des Vosges.
 A Roubaix, à la librairie Claisse, 33, rue du Bois.
 A La Montagne (Loire-Inférieure), à la Coopérative Prolétarienne.
 A Limoges, au Comité de la 3^e Internationale.
 Au Havre, au Comité de la 3^e Internationale.
 A Arles, à la librairie Veuve Deshors, boulevard des Lices.
 A Tours, à la Bonne Guerre, 10, rue d'Entraigues.
 A Grenoble, dans les kiosques et au dépôt central, maison Bron, 2, rue Denfert-Rocherou.
 A Nancy, au Comité de la 3^e Internationale.
 A Montceau-les-Mines, chez Baujard, rue Carnot.
 A Toulouse, chez Mme Lacaze, avenue Lafayette.
 A Halluin (Nord), à la Jeunesse Socialiste, 53, rue Saint-André.
 A l'Isle-sur-Sorgue (Vaucluse), chez M. Giraudon.
- A L'ETRANGER
- A Bucarest, à la Libreria Socialista.
 A Amsterdam, à De Nieuwe Amsterdam.
 A Bruxelles, à la librairie Hody.
 Au Caire, à la librairie d'art.
 A la Chaux-de-Fonds, au Phare.

Réponse de Paul Lévy à Caussy

Je sais que, pendant la guerre, et en sa qualité de correspondant particulier de la *Frontière Suisse*, le « camarade » S. Grumbach ne s'est pas créé une bonne renommée en France. Je n'ai pas l'intention de rechercher ici si cela est juste ou non ; mais je dois entreprendre un sauvetage tardif de son honneur : il était un modèle d'honnêteté, de véracité et d'impartialité, si on le compare à un certain M. F. Caussy, le correspondant actuel de l'*Humanité*. Je ne veux pas parler ici du fait que ce monsieur n'a pas encore jugé digne de sa peine de s'adresser à qui que ce soit d'entre nous, communistes, quoique depuis deux mois déjà nous ayons pu entrer publiquement en scène et ouvrir un bureau où chacun qui le veut peut apprendre à nous connaître. Si M. F. Caussy nous prend pour une telle « quantité négligeable », qu'il ne nous juge pas dignes de sa peine, ni de donner des informations sur nous, nous ne nous serions point tourmentés pour cela. Mais si, d'une part, il fuit toute la possibilité de s'informer et si, d'autre part, il donne des informations, il prouve qu'il ne veut pas apprendre à connaître ce sur quoi il donne des informations, c'est-à-dire qu'il prouve qu'il ne veut, ni connaître la vérité, ni donner des informations conformes à la vérité.

Parmi toutes les inexactitudes absolues concernant les communistes allemands, et envoyées par M. F. Caussy, à Paris, je n'en relèverai qu'une seule. Le 7 juin, M. F. Caussy a commencé à envoyer des informations sur les résultats des élections allemandes. La première phrase du premier télégramme que M. F. Caussy envoya à Paris disait : « La première impression caractéristique du résultat des élections, c'est la défaite complète des communistes ». C'est la première et la plus importante parmi toutes les choses que M. F. Caussy sut annoncer à Paris.

Comment se présentent les choses en réalité ? Nous, communistes, nous avons obtenu 440.000 voix. D'après la proportion valable pour tous les autres partis, — un député par 80.000 voix, — nous aurions obtenu 7 députés. En vertu d'une disposition exceptionnelle de la loi électorale, à laquelle les Indépendants ont donné leur assentiment, nous n'avons obtenu que 2 sièges. Nous perdons ainsi, en vertu de cette disposition, 320.000 voix. Combien cela est inique, on le voit bien par le fait, que, par exemple, un autre groupe, celui des Deutsch-Hannoveraner, a obtenu en tout 318.000 voix, donc quelques voix en moins que ce que nous avons perdu. Sur ces 318.000 voix, ils ont obtenu cinq (!) députés.

Et pourquoi 440.000 voix en tout ? Pour apprécier ce résultat, l'on doit savoir, ce que M. F. Caussy sait bien, mais appréhende de relater : depuis la formation de notre parti, en janvier

1919, jusqu'à mars 1920, nous n'avons pas pu entrer publiquement en action. Par l'état de siège, nous étions absolument chassés de la vie publique. Il nous était impossible de faire paraître aucun journal, de tenir aucune réunion publique ; c'est à peine si nous avons pu tenir une réunion des membres du Parti ; tout ce que nous faisons, nous avons dû le faire en cachette, dans les trous des caves. Tous nos chefs sur lesquels on a pu mettre la main ont été jetés en prison ; un grand nombre d'entre eux furent tenus par Noske en prison, même après le putsch de Kapp, et ne furent libérés que lorsque Noske dut partir. C'est dans de telles conditions que nous dûmes travailler ; et celui qui sait le travail que nous avons fait malgré cela s'étonnera que nous ayons pu dans de telles conditions ainsi travailler.

Mais il est tout à fait évident que dans de telles circonstances nous étions empêchés de parachever l'œuvre de notre parti au point de vue de l'organisation, et ainsi les masses que nous avons acquises au communisme affluaient aux organisations des Indépendants. Ainsi les Indépendants ont tiré de notre oppression un profit immédiat : dans leurs organisations et maintenant dans les élections. C'est maintenant, depuis deux mois, depuis que nous existons légalement comme parti, que nous sommes entrés pour la première fois publiquement en action, et notre succès pendant un temps aussi court se chiffre par 440 mille voix. Nous, communistes, malgré M. Caussy, nous sommes fiers de ce nombre. Car nous savons que ce nombre est petit par rapport au nombre des communistes convaincus qui sont aujourd'hui dans le Parti des Indépendants et qui ont voté pour eux par esprit de discipline du Parti.

Nous savons que de nombreux camarades et, qui, plus est, la plupart des Indépendants, reconnaissent tout cela, et regrettent avec nous, et dans l'intérêt du progrès de la révolution, que nous ayons été opprimés, persécutés, et paralysés, dans notre développement. Nous n'offenserons donc point ces camarades Indépendants dont la sympathie nous est agréable, en disant : Il y a au sein du Parti Indépendant un petit nombre d'hommes qui se réjouissent des persécutions dirigées contre nous, car ce n'est que de cette manière qu'ils ont pu garder entre les mains l'appareil du Parti, et le pouvoir sur les organisations du Parti. C'est une — et combien de camarades indépendants me donneront raison — c'est une petite porcherie au sein du Parti Indépendant. Et au beau milieu de cette porcherie se tient M. F. Caussy ; c'est de là qu'il envoie à Paris les informations sur les communistes. Et jusqu'à présent, il n'a pas encore eu besoin d'air pur. C'est que, finalement, il se sent à son aise où il est.

Paul LEVY.

Sur le Conseil National Socialiste

Nous ne sommes pas surpris des résultats du Conseil National de Boulogne. Il est sans exemple, en effet, que dans un combat qui met aux prises deux collectivités quelconques, le succès même passager de l'une ne jette pas quelque désarroi dans le camp de l'autre. L'échec des grèves de mai et la répression qui les a suivies devaient inévitablement avoir leur répercussion dans nos organisations socialistes et ouvrières. Les éléments d'une tendance ne sont jamais parfaitement homogènes et la nôtre n'échappe pas plus que les autres à la loi commune. Aussi longtemps que nous évoluerons tous dans les cadres d'un même Parti, c'est-à-dire que les hésitants ne seront pas contraints de se situer définitivement, la ligne de démarcation entre les fractions ne sera jamais nettement tracée et on observera toujours à la faveur d'événements favorables aux uns ou aux autres une sorte de flux et reflux déplaçant les suffrages tantôt à droite, tantôt à gauche. Mais ce sont là fluctuations passagères indépendantes de la direction générale du mouvement. Le fléchissement de quelques partisans de la III^e Internationale est dû à une cause trop fortuite pour que les tendances adverses puissent envisager sérieusement la possibilité d'accroître leur avantage ou même de stabiliser les résultats acquis.

La grosse majorité des camarades qui étaient avec nous à Strasbourg et qui n'ont pas voté notre résolution à Boulogne n'ont pas entendu marquer par là une orientation nouvelle de leur politique, mais se sont simplement raliés à la thèse soutenant que la politique générale du Parti ne devait pas être mise en discussion le 4 juillet.

Ils doivent d'ailleurs s'apercevoir aujourd'hui de leur erreur et comprendre que le mot d'ordre du centre « pas de politique » signifiait en réalité : ralliement à notre politique.

Devant l'échec de leur tentative de constitution d'une IV^e Internationale, dans l'impossibilité de paralyser le mouvement qui porte tous les vrais socialistes vers la III^e, quelle est, en effet, la tactique des reconstruc-teurs ?

C'est de neutraliser le plus possible les effets de l'adhésion inévitable à l'Internationale communiste en y entraînant au nom de l'unité un Parti que sa composition hétérogène condamne à l'inaction. Ce que négocient actuellement Frossard et Cachin, à Moscou, ce sont les garanties qui permettront à la droite réformiste et nationaliste du Parti d'y rester malgré l'adhésion à la III^e Internationale et de maintenir ainsi intact le plus longtemps possible le bloc de la droite et du centre qui fait contrepoids aux communistes et impose sa politique à l'organisation tout entière.

L'unité actuelle est donc pour le centre une

nécessité vitale. Il la place au-dessus de tout, au-dessus de la doctrine, au-dessus de l'action. Toute la politique du Parti se résout pour la majorité actuelle dans la formule « unité à tout prix ».

Or, cette formule, nous la retrouvons en termes clairs dans la motion des reconstruc-teurs de la C. A. P. publiée dans l'*Humanité* du 25 juin, et qu'on présentait comme une motion apolitique.

« Le Parti socialiste, dit-on, demande à tous ses adhérents de comprendre que l'union et la discipline, au-dessus des désaccords de tendance, l'élan et la confiance sont nécessaires pour les batailles à livrer contre un ennemi impitoyable et prêt à exploiter nos divisions. »

Il y a certainement plus d'écart entre un membre du Comité de la III^e Internationale et des socialistes comme les citoyens Bouisson ou Paul-Boncour qu'entre ceux-ci et les radicaux. De deux choses l'une : ou le Parti doit répondre aux sollicitations des républicains bourgeois qui par l'organe de M. Ponsot, dans l'*Ere Nouvelle*, réclament tous les jours la constitution du bloc des gauches contre le bloc national ; ou si les raisons valent pour maintenir la division entre le citoyen Boncour et M. Ponsot, elles valent encore bien davantage pour la rupture entre les petits bourgeois du Parti et nous.

Le caractère nettement politique de la motion de la C. A. P. n'apparaît d'ailleurs pas seulement dans cette invitation à reléguer nos désaccords à l'arrière-plan.

Malgré la préoccupation visible des auteurs de donner à leur texte une apparente neutralité, leur véritable pensée se retrouve dans le paragraphe suivant où ils estiment « qu'un accord doit être tenté le plus tôt possible entre toutes les forces ouvrières : parti socialiste, syndicats, coopératives ». Il est certain que ceux de nos camarades qui ont voté cela ont cédé à un entraînement irréfléchi dû à une connaissance imparfaite des mouvements de mai, et qu'une meilleure information eût, à Boulogne, modifié leur point de vue.

Le Conseil fédéral des cheminots qui a dé-cidé la grève a tenté pour la circonstance un accord avec les dirigeants de la C. G. T. Il a même un moment, dans sa candeur naïve, emporté l'illusion que cet accord était réalisé. Le résultat a été simplement de souligner l'antagonisme inconciliable qui existe entre des éléments qui n'ont rien de commun. L'unité du prolétariat est au plus haut point désirable, mais il est insensé de croire qu'elle peut se faire sur le néant du centrisme.

Les réformistes qui ont actuellement le pouvoir coopératif et syndical sont parfaitement conscients de leurs devoirs de solidarité réci-

proque et sont déjà unis dans la mesure où les circonstances leur permettent de l'être. Ils ne pardonnent pas aux reconstructeurs d'avoir supplanté A. Thomas avec lequel l'unité réformiste était déjà faite. L'unité que la majorité actuelle du Parti réclame alors que les masses socialistes sont irrésistiblement entraînées vers la III^e Internationale, sera dédaigneusement repoussée aussi longtemps que le communisme révolutionnaire n'aura pas la haute main sur les organisations syndicales et coopératives ou que les reconstructeurs ne donneront pas à ces organisations des gages certains de leur loyalisme réformiste. Le simple fait de réclamer l'union dans l'état de choses actuel est une abdication communiste en faveur du réformisme.

Le devoir de nos amis est de réaliser cette union; non pas un accord illusoire, sans bases d'action possibles avec des éléments que leur passé, leurs convictions, leurs actes journaliers lient indissolublement à la bourgeoisie, mais par une propagande incessante dans les masses prolétariennes, organisées ou non, visant à rendre prépondérante l'influence des communistes dans ces masses. Il faut voir la situation par le petit bout de la lunette pour prétendre que la division actuelle résulte des outrances de langages et des calomnies dont on se rend coupable de part et d'autre et que les divergences s'effaceraient si les discussions étaient courtoises. Les excès, qui sont d'ailleurs, de la part des militants sérieux et qualifiés, beaucoup plus rares qu'on ne le laisse entendre, sont les effets de notre antagonisme et non les causes. On peut les bannir, personne ne s'en plaindra, mais les divergences

n'en seront ni plus ni moins vives, car elles ne peuvent être résolues que dans le sens imposé par les masses acquises à une méthode ou à l'autre, à l'action légale pour la réforme ou à la révolution.

Quoi qu'il en soit, ce qui n'est pas niable, c'est le caractère politique de la question et l'erreur des camarades qui, de bonne foi, ont cru à Boulogne réserver l'examen de la politique du Parti.

N'était-ce pas également une véritable motion de politique générale que celle présentée par Renaudel demandant au Parti de se faire représenter à Genève ?

Il n'est enfin jusqu'aux commentaires de J. Longuet dans le *Populaire* du 6 juillet et de L. Blum dans l'*Humanité* du même jour qui ne viennent dissiper les derniers doutes sur la véritable signification des résolutions votées à Boulogne. C'est bien une politique et leur politique qu'à la faveur des circonstances les reconstructeurs ont portée devant le Conseil national et ont réussi encore à faire prévaloir. Il est bien certain que c'est toujours pour leur politique qu'ils chercheront à utiliser au retour de Cachin et de Frossard les documents et renseignements rapportés par ceux-ci.

La vigilance et la clairvoyance des partisans sincères de la III^e Internationale vont être soumises dans les prochaines assises du Parti à l'épreuve décisive. Leur énergie, leur discipline, leur volonté inébranlable d'en finir une bonne fois avec le socialisme de guerre ou ses contreparties nous donnera cette fois la victoire.

FLORY.

Correspondance Internationale

ALLEMAGNE

On connaît, par les articles publiés il y a trois mois par Boris Souvarine dans le Journal du Peuple et l'Humanité, les péripéties de la scission dans le Parti Communiste Allemand. Notre camarade exposa objectivement les faits et, déplorant le déchirement du mouvement de nos frères d'Allemagne, rendit justice aux efforts des deux fractions antagonistes pour le succès de leur cause commune. Nous tenons à publier ici, par souci de documentation impartiale, la thèse du nouveau parti (K. A. P. D.), se justifiant des critiques portées contre lui et exposant ses conceptions. Nous espérons que le Congrès de l'Internationale Communiste tracera pour les deux Partis communistes allemands, la voie de l'unité révolutionnaire.



Pendant près d'un an, les groupes de gauche du parti communiste allemand ont tenté, dans la lutte qui leur fut imposée contre la bureaucratie du parti,

de sauvegarder leur situation dans ce parti et de maintenir son unité. Pendant ce temps, la Centrale du K. P. D. passait aux mesures violentes et saisissait le prétexte d'une divergence d'opinion sur des questions de tactique, notamment le parlementarisme, elle se débarrassait de l'opposition en l'excluant du Parti. Après cette exclusion, l'opposition essaya encore à plusieurs reprises de rétablir l'unité du Parti, qui avait été presque réduit à l'impuissance par les tendances séparatistes de la Centrale. Après l'échec de ces tentatives, il ne restait plus à l'opposition qu'à réunir en un nouveau parti, le Parti Communiste Ouvrier (K. A. P. D.), les organisations communistes se trouvant en opposition avec la Centrale, pour créer un terrain sur lequel puisse s'unir l'avant-garde communiste révolutionnaire du prolétariat allemand. L'ancien parti communiste s'était rendu incapable de cette mission, comme aussi de marcher de l'avant dans la lutte prolétarienne, depuis que dans ses rangs des gens qui s'étaient emparés du rôle de meneurs, cherchaient à exploiter la solidarité prolétarienne pour établir en dogme leurs conceptions tactiques et pour chasser du

Parti les sections et les camarades qui les combattaient. Une série de sections les plus importantes, et, pouvons-nous dire, des plus actives et des plus dévouées, durent reconnaître avec douleur que le K. P. D., dont le devoir était de mener de l'avant le mouvement prolétarien, négligeait sa mission pour s'adonner à des attaques personnelles et à poursuivre ceux qui avaient des vues différentes sur les questions de tactique. Parmi les organisations qui tirèrent de ces constatations la conséquence qui s'imposait, il faut citer la section de Berlin, dans laquelle Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg travaillèrent et laissèrent une profonde empreinte. On ne peut donc juger sainement la situation qui amena, à Pâques, la fondation du Parti Communiste Ouvrier (K. A. P. D.), sans connaître les conditions que nous venons de rappeler.

La fondation du K. A. P. D. ne signifie pas une scission dans le mouvement communiste allemand. Elle était indispensable pour remédier à la situation qui s'était créée dans ce mouvement.

Le K. A. P. D. a conscience que la grande révolution allemande ne se trouve qu'à son premier stade de développement. Mais en tenant compte des conditions matérielles ainsi que de la volonté d'action et de l'esprit de sacrifice du prolétariat allemand, elle repousse comme falsification historique toute affirmation prétendant que cette révolution serait retombée après tant de sacrifices, dans la stagnation d'une situation pré-révolutionnaire. D'après cela, pour la lutte en Allemagne, le K. A. P. D. repousse tous les moyens — comme par exemple le Parlementarisme — issus de la tactique pré-révolutionnaire, mais qui, en période révolutionnaire de la lutte des classes, ne peuvent amener que de la confusion dans la bataille. Le K. A. P. D. s'appuie uniquement sur la conduite décidée de la lutte des classes pour la dictature du prolétariat. Nourri par les enseignements de Karl Marx, il marche aux premières lignes de ce combat. Dans la lutte économique, le K. A. P. D. se rallie à l'idée de l'organisation de fabrique, parce que l'attitude générale des syndicats allemands pendant la révolution (comme auparavant et pendant la guerre), et la récente trahison qui suivit le soulèvement de Kapp, ont prouvé que les syndicats d'opposition politique, sont toujours rejetés par leur point de vue traditionnel bourgeois, dans une voie contre-révolutionnaire.

L'attitude du K. A. P. D. lui a valu la confiance du prolétariat révolutionnaire. Aujourd'hui déjà, après des mois de poursuites inlassables et de calomnie contre notre parti, et après avoir lutté pendant tout ce temps sans moyens matériels, la plus grande partie des sections du prolétariat communiste révolutionnaire allemand se sont unies dans le K. A. P. D.

Dans la mesure où s'accroissent les forces du K. A. P. D. les tentatives de nos adversaires pour nous rendre difficiles et même impossibles les relations avec l'internationale ouvrière, en répandant à l'étranger de faux bruits, augmentent. En particulier, on répand le bruit que le K. A. P. D. serait un parti national-bolchéviste, qui aurait négocié avec les officiers de Kapp-Luttwitz. Ceux qui ont lancé et répandu cette calomnie que des organisations affiliées au K. A. P. D. auraient négocié avec les Junckers n'ont pu apporter l'ombre d'une preuve. Nous avons anéanti ces calomnies sans scrupule, et lorsqu'enfin,

après des mois, on voulut les appuyer par des documents, il fut prouvé que ces documents étaient des faux fabriqués de toutes pièces par les anti-bolchévistes. L'autre affirmation, qui présente K. A. P. D. comme un parti national-bolchéviste, cherche à s'appuyer sur ce fait que deux membres de la section de Hambourg, Dr Lauffenberg et Fritz Wolfheim, qui ne sont pas sans influence dans leur organisation, mais n'en exercent aucune dans l'ensemble du K. A. P. D. ont préconisé une théorie qui, sans être vraiment national-bolchéviste, c'est-à-dire un communisme qui conserverait des bases nationales, n'échappait cependant pas entièrement à cette tendance. Le K. A. P. D. ne peut être en aucune façon accusé de soutenir la théorie Wolfheim-Lauffenberg car après discussion de cette théorie dans les différentes organisations, le comité central du K. A. P. D. a déclaré par 19 voix contre 2, qu'elle est en contradiction avec le socialisme scientifique, qu'elle constitue une opinion personnelle de ses défenseurs, et qu'elle n'a rien à voir avec le K. A. P. D. L'échange de vues n'est pas terminé : après que les groupes locaux, sans presque d'exceptions, se sont prononcés contre la théorie Wolfheim-Lauffenberg, notre prochain congrès règlera définitivement la question.

Depuis sa fondation, le K. A. P. D. repose sur le terrain de la III^e Internationale. Malgré tous les efforts de la bureaucratie du K. P. D. pour nous barrer le chemin du Comité Exécutif de Moscou, nous sommes parvenus à entrer en relations avec lui et à l'informer à notre sujet.

Nous espérons maintenant que le proche Congrès de la III^e Internationale, dont nous reconnaissons les décisions, prononcera l'admission de notre parti.

Le Parti Communiste Allemand.

A Pâques 1920, les sections exclues de l'Union Spartakus, au Congrès de Heidelberg et les groupes entrés depuis dans l'opposition, soit les groupes du Grand-Berlin, Hambourg-Altona, Braunschweig, Hanovre, la Saxe orientale, des parties de la Saxe occidentale et quelques autres sections plus petites fondèrent le Parti Communiste Ouvrier Allemand.

Ce parti organisait 38.000 anciens membres du K. P. D. (Spartakusbund), c'est-à-dire près de la moitié des effectifs de ce parti.

Après sa constitution, le K. A. P. D. a enregistré l'adhésion de groupes de Westphalie rhénane, du centre de l'Allemagne, Magdebourg, Saxe-Anhalt et Stettin-Poméranie.



ROUMANIE

L'éclipse passagère dont le Parti socialiste de Roumanie a été l'objet durant l'année 1919 est finie. Le soleil du communisme, la clarté de l'intransigeance, commencent à y inonder de nouveau le ciel de la théorie et le sol de la politique pratique.

Par suite du manque de forces intellectuelles d'une part, et des persécutions inimaginables, dont le mouvement roumain a été (et est encore) l'objet, d'autre part, la précision des principes et de la tactique, esquissés dans le projet de programme communiste de novembre 1918, s'était troublée. La confusion régnait dans les directives. Non que les dirigeants fus-

sent centristes. Ils se déclaraient (à peu près tous) aussi communistes que « les autres » (que les communistes d'au delà des frontières). Et nous n'osons pas leur contester les meilleures intentions et la meilleure volonté possible. Mais nous ne pouvons pas, non plus, faire abstraction des faits, de l'attitude prise dans les moments et devant les questions importantes depuis le printemps 1919 jusqu'à la fin de l'hiver 1919. Ces faits, cette attitude, sont une politique centriste. Ils ont refusé (ils ont « négligé ») de renouer les relations avec les partis communistes des Balkans. Ils « n'ont pu » envoyer aucun délégué à aucun congrès d'un parti communiste, mais un délégué roumain a assisté au congrès des Indépendants de Leipzig. Ils s'emparent quand on leur conteste l'authenticité de leur communisme, mais ils ne sont pas encore affiliés officiellement à l'Internationale communiste.

Communistes en paroles, mais confus, sans boussole de principes, évasifs dans les actes, tels ont été les dirigeants du Parti Socialiste de Roumanie. Et par leur faute, c'est le mouvement entier qui a dû faire une politique en zig-zag, succombant parfois non seulement sur le terrain de l'assaut physique, mais aussi sur celui de l'attitude doctrinale.

On ne doit donc pas s'étonner si le P. S. de Roumanie (qui n'a pourtant pas démenti qu'il ait été représenté au congrès de fondation de l'Internationale Communiste à Moscou, en mars 1919) est encore invité par Huysmans, au prochain congrès de celle-ci. Heureusement que l'esprit des masses indiquait clairement que le Parti refuserait une telle invitation. Ce qu'il a fait d'ailleurs.

Car l'attitude et l'évolution de l'esprit de la masse en Roumanie diffèrent profondément de l'attitude prise et de l'évolution accomplie par les dirigeants.

Les ouvriers, transportés, par suite de la désastreuse retraite militaire de 1916, avec leurs établissements démontés, en Moldavie, en Bessarabie et même en Russie, y ont été en contact direct avec les soldats, les ouvriers et les paysans russes, quand ceux-ci ont fait la première et la seconde révolution. Nombre de ces ouvriers roumains ont même constitué à Odessa — à un moment donné — une légion révolutionnaire, qui a lutté à côté des gardes rouges russes.

Les ouvriers roumains n'ont pas oublié ce qu'ils ont vu et appris, et ils ont — en dépit du manque de documentation ultérieure et de propagande particulière — gardé vives les sympathies révolutionnaires, les sympathies envers les prolétaires russes.

En février de cette année ont commencé dans les sections les discussions préparatoires pour le congrès qui devait avoir lieu en avril. A l'ordre du jour : l'affiliation immédiate à la Troisième — ou la participation à la conférence proposée par les Indépendants. C'est à cette occasion que la volonté des masses à l'intérieur du Parti s'est manifestée pour la première fois avec vigueur. Malgré l'indécision du secrétariat du Parti qui ne voulait à aucun prix se prononcer ni pour, ni contre l'affiliation immédiate, qui évitait toute attitude, quelle qu'elle soit, et malgré qu'à la rédaction de l'organe officiel du Parti dominait un centriste, les sections — sous la conduite spirituelle des *leaders* des syndicats (car en Roumanie, comme dans tous les Balkans, la C.G.T. est depuis le premier moment « troisième ») et sous

l'influence du camarade *Bujor*, retourné récemment de Russie et menant une vie « souterraine » (depuis, il a été attrapé, jugé et condamné aux travaux forcés à perpétuité, pour crime de haute trahison) — les sections ont voté à peu près dans leur unanimité la motion proposée par les partisans de l'affiliation immédiate.

Si on tient compte que le gouvernement menaçait ouvertement les sections de répression et de dissolution pour prise éventuelle de velléité communiste, ce vote, à peu près unanime, prend les proportions d'une formidable manifestation « pro Russia ». Elle a eu une grande influence sur l'opinion publique. La manifestation a été si imposante qu'elle a donné du courage même aux dirigeants titubants du Parti. La plupart d'entre eux commencent à se redresser.

Le Conseil Général, qui a remplacé le congrès (celui-ci étant ajourné à cause des élections), a déclaré que le Parti se considère sorti de la seconde Internationale depuis 1915 (Zimmerwald). Mais les dirigeants ont encore une fois empêché que le Conseil vote l'affiliation immédiate à Moscou, parce qu'ils veulent « que ce soit le congrès qui la vote, pour donner ainsi à l'affiliation plus de force morale ». Comme on le voit, ils titubent encore... un peu.

Le rédacteur en chef du journal, centriste, à la suite de la nouvelle orientation du mouvement, a quitté la rédaction.

Le groupe communiste de Bucarest, après le vote qui transforme la section respective, dans son ensemble, en une section communiste, s'est déclaré dissous. On doit d'ailleurs rendre hommage à cette première section, qui a pris l'initiative du mouvement pour la « Troisième », et qui, pour propager les idées de l'I. C., a fait paraître plusieurs brochures communistes.

Le congrès qui aura lieu au cours de l'été, jettera enfin les fondements définitifs du mouvement, correspondant à l'esprit nettement communiste des masses. Sans doute, le gouvernement, à la tête duquel se trouve le général Averesco (l'assassin de 11.000 paysans lors de la révolte agraire de 1907), ne « tolérera » pas qu'on « prépare et fasse la révolution ». Mais elle se préparera et se fera précisément avec une vitesse directement proportionnelle aux persécutions et aux violations de la démocratie bourgeoise, que le même général assassin se flatte de représenter — avec un éclat... militaire — à l'étranger.

Fin mai 1920, Bucarest.

D. FABIAN.

Comité de la 3^e Internationale

Nos Meetings

Le prochain meeting organisé par le Comité de la 3^e Internationale aura lieu le 20 juillet à Juvisy.

Commission Exécutive

Les réunions de la C. E. ont lieu tous les mercredis à 18 heures, 49, rue de Bretagne.

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

EUGÈNE LÉVINÉ

Le camarade Eugène Léviné-Nissen, né en Russie, a été exécuté à Munich, le 5 juillet 1919 après avoir été condamné en vertu d'un verdict du conseil de guerre confirmé par le gouvernement social-démocrate bavarois.

Craignant la colère populaire, le gouvernement bavarois a, comme un coupable, voulu effacer au plus tôt les traces de son crime et s'est empressé d'enterrer en secret le camarade Léviné, le lendemain même de l'exécution. C'est en vain que le défenseur de la victime, le comte Pestalozza, s'est efforcé d'apprendre des autorités le lieu et l'heure de l'enterrement. Ce n'est que quelques heures à l'avance, le 6 juillet, qu'on l'informa que l'inhumation aurait lieu au cimetière de Schwabing près de Munich, à 2 heures. Il dut, d'ailleurs, promettre de ne le faire savoir qu'à quelques parents et proches amis du défunt. Quelques personnes seulement vinrent à l'enterrement, et l'on ne permit qu'à l'ancien ministre de la prévoyance sociale Unterleitner de prononcer au cimetière quelques mots sur la personne du militant tombé pour la révolution.

La nouvelle de cet exploit des sauveteurs de l'ordre bourgeois se répandit pourtant rapidement dans toute l'Allemagne. Le lendemain même de l'exécution, les ouvriers berlinois organisèrent des réunions protestant énergiquement contre le crime odieux commis par le gouvernement des social-traitres. Le même jour, le vendredi 6 juillet, avait lieu une réunion du soviet berlinois des députés ouvriers et soldats, où la proposition des camarades communistes, de proclamer à l'occasion de l'exécution du camarade Léviné une grève générale d'une journée, fut adoptée à l'unanimité.

Au cours de cette réunion, un des défenseurs du camarade Léviné, le docteur Rosenfeld, raconta comment le chef communiste avait été jugé. Les juges militaires déformant les faits avaient employé tous les moyens pour salir le prévenu. C'est ainsi que le procureur l'avait accusé de poltronnerie, — parce qu'il n'avait pas pris les armes pour la défense de la république des Soviets ! Il fut pourtant indiscutablement établi que le camarade Léviné avait été mis dans l'impossibilité matérielle de prendre part à l'insurrection. « Si vous doutez de mon courage », répondit Léviné au procureur, « je vous invite à assister à mon exécution et vous verrez comment je saurai mourir pour le communisme ». Tous les chefs d'accusation, — et Léviné était notamment accusé de meurtre des otages, — furent victorieusement réfutés pendant les débats. « Et si pourtant le tribunal a rendu un verdict de mort », dit le docteur Rosenfeld, « c'est uniquement que les milieux militaires de Munich voulaient à tout prix le sang de ce vaillant révolutionnaire et attendaient impatiemment sa mort ».

Les défenseurs espéraient que le gouvernement bavarois, composé pour la moitié de socialistes de droite, ne consentirait pas à confirmer ce verdict complètement dépourvu de fondements juridiques. Mais leur espoir fut déçu. Du moment de l'arres-

tation au moment de l'exécution, le camarade Léviné fut, selon le témoignage du docteur Rosenfeld, traité de la façon la plus révoltante. Le gouvernement « socialiste » bavarois agit de même envers la femme du camarade Léviné, encore retenue en prison bien qu'on ne puisse l'inculper de rien.

Le récit du docteur Rosenfeld produisit sur les assistants la plus émouvante impression ; l'assemblée fut émue au point de remettre l'examen des affaires courantes à un autre jour. Et elle se sépara après avoir décidé une grève de 24 heures.

L'assemblée avait eu à choisir entre trois résolutions. Celle des communistes, celle des indépendants et celle des socialistes de droite. Le texte complet de la résolution des communistes ne nous est malheureusement pas connu. Cette résolution faisait ressortir que le verdict du conseil de guerre de Munich mettra une tache de sang indélébile sur la contre-révolution et sur les traîtres du groupe Scheidemann, avec la bénédiction desquels les assassins ont commis leur infâme besogne. Nous n'avons pu recevoir que la résolution des indépendants, — ni chauds, ni froids, — dont voici le texte intégral :

« L'Assemblée générale du Soviet des députés ouvriers et soldats de Berlin salue avec douleur et respect la mémoire du vaillant luttant de la cause de la liberté, Eugène Léviné, tombé victime d'une brutale justice de classe et de la contre-révolution. L'Assemblée du Soviet salue aussi avec reconnaissance tous ceux qui ont donné leur vie ou leur liberté pour le prolétariat et pour le socialisme. »

« L'Assemblée générale exprime sa profonde indignation de ce que ce verdict ait été mis à exécution. Elle y voit une nouvelle preuve de la haine que nourrit la réaction à l'égard du prolétariat révolutionnaire. L'Assemblée souligne avec la plus profonde indignation que c'est depuis 1848 la première condamnation à mort politique et qu'elle est exécutée par des socialistes. L'Assemblée exprime aux gouvernements socialistes devenus les commis de la contre-révolution son profond mépris, et met le prolétariat en garde contre ceux qui trahissent ainsi le socialisme. »

« L'Assemblée adresse à la classe ouvrière d'Allemagne un appel sérieux, l'invitant à réunir toutes ses forces et à ne former qu'un front unique en face de la contre-révolution et des gouvernements devenus des instruments dociles entre les mains d'ennemis avérés de la révolution et du socialisme. La contre-révolution assoiffée du sang ouvrier ne réussira par aucune provocation à empêcher la lutte décisive contre la réaction capitaliste. »

« Devant les cadavres de Rosa Luxembourg, ignominieusement assassinée, et de Léviné fusillé par des soldats, l'Assemblée générale du Soviet fait le serment de tendre toutes ses forces pour entraîner les masses ouvrières et les conduire au combat pour la défense de la révolution et du socialisme. »

Le soir, des réunions eurent lieu dans tout Berlin. La Conférence locale des employés du 6^{me} dis-

trict électoral présente un intérêt particulier. Ouvrant la réunion, à laquelle assistèrent près de 300 délégués, le président Leid prononça les paroles suivantes :

« Nous sommes aujourd'hui en proie à la douleur et à l'indignation. Les soldats, stimulés par la bourgeoisie, continuent leurs féroces représailles contre les militants de la révolution. Eugène Léviné vient de tomber, hier, victime de la sanguinaire dictature militaire. Il a lutté pour la classe ouvrière ; il a souffert, il est mort pour nous tous. Cet homme d'une haute noblesse de cœur, d'une âme d'une pureté de cristal est mort. Franc et brave jusqu'au dernier moment, il est tombé pour nous. La responsabilité de ce crime odieux incombe au gouvernement actuel qui s'intitule « socialiste ». Ses mains sont tachées du sang des militants de la révolution. Léviné, Liebknecht, Rosa Luxembourg, Loguichès et bien d'autres de nos meilleurs camarades sont tombés victimes de ce gouvernement. Et combien de victimes aurons-nous encore à déplorer ? Il semble que nous avons encore à voir plus d'un bain de sang. N'est-il pas caractéristique que les assassins de Liebknecht, de Rosa Luxembourg et des marins les Ober-Leutenants Vogel et Marloh, sont en liberté, tandis que l'on fusille et que l'on emprisonne les militants de la révolution ?

« Promettons-nous les uns les autres de marcher dans la voie du socialisme révolutionnaire sans oublier l'enseignement des chefs que nous avons perdus. C'est la meilleure façon de nous acquitter envers leur mémoire. Malheur à ceux sur la tête desquels crèvera l'orage de mécontentement et de colère, accumulé dans les masses. Le prolétariat voit chaque jour plus clair. Il ne se laissera pas arracher une seconde fois les fruits de sa victoire. »

Ce discours du camarade Leid fut écouté debout. La grève de 24 heures décidée par le Soviet de Berlin fut imposante. Les tramways s'arrêtèrent à 3 heures de l'après-midi. Vers le soir les ouvriers grévistes se mirent à arrêter le mouvement des omnibus.

A 11 heures du soir les employés du chemin de fer métropolitain décidèrent d'adhérer à la grève et le lendemain matin tout le mouvement de la ville s'arrêta. Presque tous les ouvriers et les employés des industries berlinoises, un grand nombre de cheminots, ceux de la banlieue, tous les ouvriers des ateliers des chemins de fer et des stations électriques, tous les employés de l'administration locale des chemins de fer, tous les travailleurs des postes et télégraphes firent grève. Les masses ouvrières observèrent la discipline la plus stricte malgré la provocation évidente des défenseurs de l'ordre voyageant par la ville dans des automobiles blindées.

L'organe des indépendants, *Freiheit*, écrivait le 8 juillet sur cette grève :

« La grève de protestation d'un jour décidée avec une si rare unanimité par le Soviet de Berlin et accomplie par les masses ouvrières a manifesté irrésistiblement l'indignation infinie provoquée par l'assassinat de Léviné. »

« Dans le jugement prononcé solidairement et résolument sur ce crime politique, l'unité de tout le prolétariat, sans distinction de partis, telle que nous la concevions depuis longtemps, s'est manifestée une fois de plus. Les masses sentent une fois de plus que ce verdict de mort n'a pas seulement été dicté par la haine d'un homme, mais aussi par celle de toute une philosophie et par le désir de porter un coup au mouvement socialiste tout entier. »

« C'est pourquoi l'exécution de Léviné, qui jusqu'à présent n'était connue que d'un petit cercle

d'ouvriers berlinois, a provoqué un orage si grandiose. Car le verdict du Conseil de guerre de Munich et sa confirmation par un gouvernement composé en majorité de « socialistes » montre avec une effroyable évidence, quel déchainement de réaction nous menace de plus en plus.

« L'attitude du gouvernement bavarois est véritablement monstrueuse. Bien que le jugement ne fut nullement fondé, ni en fait, ni en droit, il l'a confirmé et fait exécuter. »

« Mais à cette violation brutale des principes socialistes, tous les ouvriers de Berlin sans distinction de tendance ont répondu par un avertissement menaçant, tant à l'adresse de ceux qui, usurpant le droit de parler au nom du prolétariat, se rendent complices des crimes de la contre-révolution, que de la réaction elle-même. Qu'ils sachent que c'est le dernier avertissement et qu'ils en tiennent compte avant qu'il ne soit trop tard. »

Le mouvement de protestation ne fut pas limité à Berlin. A Hanovre, le 9 juillet, une grande réunion eut lieu qui se termina par une manifestation dans les rues ; une résolution avait été adoptée au meeting exigeant la démission et l'exclusion du parti de tous les leaders impliqués dans cette affaire, l'abolition des tribunaux militaires et la levée de l'état de siège. A Vienne, le 7 juillet, la Commune du Travail des groupes socialistes a adopté la résolution suivante :

« Nous, étudiants socialistes des établissements d'instruction supérieure de Vienne, nous avons appris avec la plus profonde indignation l'assassinat de Léviné ; nous protestons contre l'impudence des parasites du socialisme majoritaire, qui, ayant permis ce crime, continuent à s'appeler socialistes. »

« Nous protestons contre les procédés éhontés de la justice en Bavière et en Prusse. Nous exigeons la libération immédiate de Toller et nous proclamons notre solidarité entière avec les ouvriers allemands entrés en lutte contre un gouvernement souillé de sang versé et contre le terrorisme des coteries militaires régnantes. »

Pour calmer un peu la colère populaire et céder au moins dans la mesure du possible sa propre personne, Scheidemann s'est empressé de publier dans les journaux qu'il avait voulu empêcher l'exécution du camarade Léviné et qu'il avait envoyé dans ce but au premier ministre bavarois Hoffman le télégramme suivant :

« Bien que je ne puisse ni ne veuille entreprendre des démarches officielles, je vous prie à titre personnel de suspendre l'exécution du jugement prononcé contre Léviné et Toller jusqu'au moment où nous pourrions en causer de vive voix. »

Hoffman s'empressa de faire écho en déclarant qu'au moment du jugement de Léviné il faisait une cure en Suisse et qu'en recevant le télégramme de Scheidemann, il avait aussitôt télégraphié lui-même de remettre l'exécution jusqu'à son arrivée à Munich. Mais sa dépêche arriva trop tard. Ces messieurs ne peuvent dire et n'ont pas réussi à prouver qu'ils ne savaient pas. Haase, leader des indépendants, a prouvé que deux jours avant l'exécution, il avait adressé à Hoffman et au ministre bavarois de la justice Müller-Meiningen un télégramme dans lequel il demandait avec insistance au nom de divers partis politiques de ne pas confirmer et de ne pas mettre en exécution les condamnations à mort prononcées pour des faits politiques.

D'ailleurs quoi que puissent maintenant dire et écrire les bourreaux du camarade Léviné et leur haut protecteur, la confiance des grandes masses

en leur gouvernement « socialiste » est décidément ébranlée. On a pu s'en rendre compte en voyant naître du mouvement de protestation contre l'exécution du camarade Léviné un large mouvement en faveur d'un autre communiste munichois l'étudiant Ernest Toller. Nous avons déjà vu que les étudiants viennois exigeaient sa libération. Les étudiants de Berlin et de Charlottenbourg ont adressé la même demande à l'Assemblée Nationale et au Landtag bavarois. Les milieux ouvriers les plus larges se sont émus du sort du camarade Toller. Nous remarquons ici que les représailles sanglantes contre le camarade Léviné ne constituent pas une exception : le chiffre des victimes de la Révolution tombées du 30 avril au 3 mai, récemment publié, témoigne des dispositions sanguinaires des démocrates bavarois. En tout 557 hommes ont été tués,

303 ont été blessés, 186 ont été fusillés sur l'ordre des conseils de guerre. Du nombre total des tués 145 hommes seulement sont tombés au cours des combats.

Oui, le camarade Leid a raison : le prolétariat voit tous les jours plus clair. La marche inexorable du développement historique approfondit tous les jours l'abîme creusé entre les intérêts, les opinions et les désirs du prolétariat et les inclinations véritables des socialistes-conciliateurs qui, au nom du prolétariat, soutiennent la domination de classe de ses ennemis. La grande manifestation des masses prolétariennes allemandes unies par le sang de leurs chefs véritables versé pour elles n'a été que le premier grondement de l'orage révolutionnaire qui s'approche.

N.

Dans l'Internationale des Jeunesses

Au Comité national des Jeunesses socialistes de France

Le Comité Exécutif de l'Internationale des Jeunesses communistes a répondu à la demande d'affiliation de la majorité « reconstructrice » de la Fédération française des Jeunesses par le message suivant :

Berlin, le 30 juin 1920.

Chers camarades,

Nous vous accusons réception de votre lettre du 1^{er} juin. Nous avons de même reçu les deux premiers numéros de votre nouveau journal *La Jeunesse Socialiste*. Nous y trouvons la résolution de la conférence de Milan, qui nous avait déjà été transmise.

Nous avons été très surpris de trouver dans le même numéro le manifeste intitulé : « Pour une action commune avec les jeunes gardes de Belgique ». Vous savez que cette organisation, qui est encore aujourd'hui nettement social-patriote, proclame dans son programme la défense de la « démocratie bourgeoise » donc celle des impérialistes de Belgique, et de leurs acolytes en France et en Angleterre. Cette union pour la vie et la mort avec les social-patriotes déclarés se trouve en contraste frappant avec la déclaration de Milan.

Une des deux déclarations doit être fausse. Il nous manque aussi de votre part, tout essai quelconque de diriger et d'organiser votre travail et votre lutte politique selon les principes de l'Internationale Communiste des Jeunesses. Votre lettre du 1^{er} courant est en opposition frappante de votre déclaration de

Milan, où on a parlé d'une adhésion sans aucune réserve, nous vous prions donc de nous fournir sur ces points de plus amples détails. Nous vous répétons ce que nous avons déjà dit dans nos lettres précédentes, sur la forme d'organisation de votre fédération nous n'avons jamais posé de conditions et nous n'en posons jamais. Vous avez le droit, en adhérant à l'Internationale Communiste de la Jeunesse — comme toutes les autres fédérations adhérentes — de présenter des motions de modification sur la forme du programme et sur sa tactique.

Votre admission ne peut avoir lieu que s'il y a accord, principalement sur les questions de principes entre votre fédération et l'Internationale Communiste de la Jeunesse. Nous n'avons nullement besoin d'unir tous les groupes et tous les groupements dans l'Internationale Communiste de la Jeunesse. Nous mettons au-dessus de tout la valeur de telle organisation, qui est sincèrement révolutionnaire et qui veut lutter avec nous et la jeunesse prolétarienne du monde entier, pour le communisme. Nous ne voulons nullement rendre le chemin vers nous, plus difficile, à aucune jeunesse ouvrière. Mais nous devons empêcher, à tout prix, et cela en considération des intérêts vitaux de la jeunesse prolétarienne, que des groupes recherchent l'adhésion, dans le seul but de chercher à nous affaiblir et à paralyser notre force d'action.

Les grands contrastes qui existent entre vos diverses déclarations, entre celle de Milan et celle « Pour une action commune avec les jeunes gardes de Belgique », ne permettent au

Comité Exécutif, ni à la séance du bureau international de la Jeunesse Communiste, qui eut lieu ces jours-ci à Berlin, de décider en ce moment l'admission de votre fédération.

Il est nécessaire que vous nous répondiez d'une façon nette et précise :

1° Sur le sens et le caractère de vos réserves sur le programme et les décisions du Congrès de Berlin ;

2° Si vous êtes décidés à lutter énergiquement avec l'Internationale Communiste de la Jeunesse et les fédérations adhérentes, contre les social-patriotes déclarés ou cachés, contre Renaudel, Thomas et Cie, et contre la politique des reconstruc-teurs dirigée par Longuet, et si vous êtes décidés à vous mettre en contact avec les camarades communistes du Comité de la III^e Internationale et à mener une lutte intransigeante pour la III^e Internationale ;

3° Si vous maintenez encore aujourd'hui, donc après la conférence de Milan, l'accord avec les jeunes gardes de Belgique ?

Est-ce que vous êtes prêts à travailler pour l'exécution et la réalisation des décisions internationales, dans la mesure de vos moyens, dans votre pays ?

De la façon dont vous répondrez à ces questions dépendront nos pourparlers ultérieurs.

Salutations communistes.

Pour le Comité Exécutif :

MUNZENBERG,
Secrétaire.

NOTRE SOUSCRIPTION

15^e liste

Jules Gautier, 3 fr. 50. — Un camarade italien, 2 fr. — H. J., Roanne, 10 fr. — Liste de souscription n° 11, 43 fr. 15. — X..., 9^e section, 5 fr. — Cabelle, 2 fr. — Gaston Memut, 10 fr. — Liste de souscription n° 32, 61 fr. 55. — Un communiste de Levallois, 1 fr. — Pour la diffusion du *Bulletin* 2 fr. 50. — Mary, 5 fr. — Citoyenne Pasquier, 10 fr. — René Hardy, 15 fr. — Un membre du Comité de Nancy, 5 fr. — Liste de souscription n° 87, 51 fr. 05. — L. C., Londres W. C., 50 fr. — R. Jean, 2 fr. — Une mère de famille communiste, 1 fr. — En passant au *Bulletin*, 2 fr. — Liste de souscription n° 1, 8 fr. 75. — Joly, 17 fr. 95. — Boullay (2^e versement), 10 fr.

Total de la 15^e liste..... Fr. 305 50

Total des listes précédentes..... 2.921 20

Total général..... 3.226 70

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
Georges Dangon, imprimeur
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)

Notre Bulletin

A tous ceux qui souscriront un abonnement de 50 numéros, nous enverrons gratuitement (sur leur demande) huit publications à choisir dans la liste ci-dessous. Les indiquer seulement par les numéros.

Les abonnés à 20 numéros auront droit à quatre de ces publications.

Pour le port, joindre 0 fr. 50 en timbres pour les envois de 4 exemplaires, ou 1 franc pour ceux de huit.

Ceux qui sont déjà abonnés à 20 numéros peuvent nous demander leurs brochures.

LISTE DES PUBLICATIONS A CHOISIR

1. Manifeste et Résolution de l'Internationale communiste.
2. Hommage à la République des Soviets, par Henri Barbussé, etc..
3. Pochette de cartes postales (Lénine, Trotsky, Lounatcharsky, Alexandra Kollontai).
4. Lettre aux ouvriers américains, par N. Lénine.
5. Les problèmes du Pouvoir des Soviets, par N. Lénine.
6. Terreur blanche et Terreur rouge, par Tchitchérine.
7. 2^e ou 3^e Internationale, par Robert Thal.
8. Vive la République des Soviets ! par Jacques Sadoul.
9. Eloge des Bolcheviks, par Boris Souvarine.
10. La 3^e Internationale, par Boris Souvarine.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro ; 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS

A NOS LECTEURS

Demandez-nous des feuilles d'abonnements, et renvoyez-les au plus tôt couvertes de noms et d'adresses (sans oublier le montant).

Demandez-nous des numéros spécimens.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCEZ.